

La coalition de gauche donnée gagnante aux élections législatives croates du 4 décembre prochain

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

Environ 4 000 personnes, issues de 21 partis politiques, sont candidates aux élections législatives en Croatie le 4 décembre prochain. 151 sièges sont à pourvoir au Sabor, chambre unique du Parlement.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, le Parti démocratique indépendant serbe de Croatie (SDSS) présente une liste conduite par le vice-Premier ministre sortant Slobodan Uzelac dans l'une des 10 circonscriptions territoriales, la 9e (Zadar, Sibenik, Knin). Jusqu'alors, le SDSS ne concourait que pour le collège des minorités nationales.

Le 2 novembre dernier, le président de la République, Ivo Josipovic, est intervenu à la télévision pour appeler ses compatriotes à participer au scrutin. « Le bulletin de vote est toujours l'arme la plus puissante de la démocratie et il est entre vos mains » a-t-il. De même, la Conférence des évêques catholiques a souhaité mobiliser les électeurs. « Nous n'avons pas le droit de nous plaindre de notre vie si nous renonçons à l'influencer » peut-on lire dans leur message.

La campagne officielle, qui sera la plus courte campagne électorale qu'a connue la Croatie, a débuté le 16 novembre et prendra fin le 2 décembre à minuit.

La Premier ministre sortante, Jadranka Kosor (Union démocratique, HDZ), dont le gouvernement rassemble le HDZ et le Parti paysan (HSS), parti conservateur dirigé par Josip Frisic, est candidate dans la 5e circonscription (Pozega, Slavonski Brod, Vukovar) d'où elle est originaire (elle est née à Pakrac) et qui est l'un des fiefs du HDZ. Selon certains analystes, ce choix lui permet d'éviter un duel avec le leader de l'opposition Zoran Milanovic (Parti social-démocrate, SDP), candidat dans la 1ère circonscription (Zagreb). Le HDZ y sera représenté par Miroslav Tujman, fils de l'ancien Président (1990-1999) Franjo Tujman.

« *L'économie, le renforcement de l'économie constituent le cœur et le cerveau de notre programme. Nous voulons une Croatie socialement responsable, juste, européenne et qui se développe de façon équitable* » répète Jadranka Kosor, consciente cependant des difficultés qui assaillent le HDZ.

Depuis le 3 novembre dernier, le parti doit faire face au procès de son ancien leader, l'ancien Premier ministre (2003-2009) Ivo Sanader, qui comparaît pour six chefs d'accusation dont la corruption, le financement illégal

et l'abus de pouvoir. Il est accusé d'avoir perçu des fonds illégaux (à hauteur de 480 000 €) d'une banque autrichienne (Hypo Alpe Adria) alors qu'il était vice-ministre des Affaires étrangères pendant la guerre de Croatie (1991-1995) et d'avoir, plus tard, perçu un pot de vin de 10 millions € du groupe pétrolier hongrois MOL qui cherchait à s'assurer le contrôle de la compagnie pétrolière nationale croate INA. Ivo Sanader encourt une peine maximale de 10 années d'emprisonnement. 4 autres responsables du parti comparaissent avec l'ancien Premier ministre.

Par ailleurs, le HDZ fait également l'objet d'une enquête menée par le Bureau pour la lutte contre le crime organisé (USKOK) sur le financement des campagnes électorales des scrutins législatif de 2003 et 2007 et présidentiel de 2005. « *C'est une tentative de démolition de l'Union démocratique* » a déclaré la Premier ministre sortante. « *Le parti sortira plus fort de ces investigations* » a affirmé le vice-président du parti, Ivan Jarnjak. « *Il s'agit d'un signe clair de la volonté de s'intéresser à la corruption de haut niveau et de démontrer que désormais personne n'est plus protégé* »

a indiqué Zarko Puhovski, analyste politique. « *Ce qui arrive confirme que nous disons la vérité à nos amis européens. Aujourd'hui, personne n'est désormais intouchable en Croatie. Nous sommes un pays où règne l'Etat de droit* » a souligné le président de la République Ivo Josipovic.

En difficulté dans la campagne électorale, le HDZ fait appel au patriotisme. Il a rappelé plusieurs de ses anciens cadres, comme l'ancienne ministre de la Justice (2003-2006) et actuelle présidente du Centre démocratique (DC), Vesna Skare-Ozbolt. Jadranska Kosor, qui a lancé sa campagne à Veliko Trgovisce, ville natale de Franjo Tudjman, a qualifié ce choix de « *retour aux sources* ». Le parti a choisi de s'allier dans les 9e et 10e circonscriptions avec le controversé leader du Parti des citoyens croates (HGS) et maire de Split, l'homme d'affaires Zeljko Kerum, qui occupe la 3e position sur la liste du HDZ dans la 10e circonscription (Split-Dalmatie Dubrovnik-Neretva, Lika). Cette alliance a cependant été très diversement acceptée par les membres du parti.

Enfin, la Premier ministre Jadranska Kosor doit faire face au mécontentement des Croates en proie à de grandes difficultés socioéconomiques. La croissance du PIB stagne (1% prévu pour l'année 2011 par la Banque centrale) et le taux de chômage est proche de 17%. Le gouvernement a mis en place ces derniers mois des mesures d'austérité (coupes budgétaires, hausses d'impôts et baisses des salaires du secteur public et des pensions de retraite), des mesures qui ont fait descendre un grand nombre de Croates dans les rues de Zagreb, Rijeka, Split et Djakovo.

Le Parti paysan (HSS) a présenté à Bjelovar son programme électoral intitulé 5 +développement équitable. Le terme 5 renvoie aux piliers sur lesquels il souhaite fonder le développement de la Croatie. Outre la famille, il s'agit du développement équitable, du développement du tourisme à partir de nouveaux modèles, de la protection de l'environnement, de la revitalisation des régions rurales et de la préservation des ressources naturelles. Son leader, Josep Frisic, veut faire du HSS le principal parti de droite du pays. Du côté des forces de l'opposition, le Parti social-démocrate de Zoran Milanovic s'est allié pour le scrutin au Parti démocrate d'Istrie (IDS) dirigé par Ivan Jakovcic, au Parti populaire-Libéraux démocrates (HNS) de Radimir Cacic et au Parti des retraités (HSU) dirigé par Silvano Hrelja. Les 4 partis sont réunis au sein d'une coalition de gauche appelée Kukuriku (Alliance pour le changement).

« *Notre première tâche sera de créer des emplois* » affirme Radimir Cacic, qui pourrait devenir ministre de l'Economie en cas de victoire de la gauche le 4 décembre. Pour faire baisser le taux de chômage, les forces de l'opposition veulent stimuler les investissements, notamment dans les secteurs du tourisme, des transports et de l'énergie. Elles souhaitent également réformer le système fiscal et se sont fixées pour objectif de réduire de moitié au cours des 4 années à venir le déficit budgétaire, qui représente actuellement 6,2% du PIB. Enfin, elles veulent modifier le système de retraite. 1,4 million de travailleurs soutiennent 1,1 million de retraités, bénéficiaires d'aides sociales ou encore vétérans de guerre selon des chiffres de l'Institut national des statistiques datant du mois de septembre dernier. « *Les gens partent trop tôt à la retraite dans notre pays et ne perçoivent pas les allocations dont ils ont besoin* » a déclaré Radimir Cacic.

Branimir Glavas, ancien avocat et fondateur de l'Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB), parti présidé par Vladimir Sisljagic, n'est finalement pas candidat. Considéré comme un héros en Slavonie, le premier Croate à avoir été reconnu coupable de crimes de guerre a été condamné à 10 ans de prison (réduits à 8 par la Cour suprême) pour avoir, en 1991, ordonné la torture et le meurtre d'au moins 10 civils serbes à Osijek, ville dont il assurait alors la sécurité. Il est actuellement emprisonné en Bosnie-Herzégovine, pays dont il possède la nationalité et où il s'était enfui après la guerre. Branimir Glavas a renoncé à concourir au scrutin après que la Cour constitutionnelle a indiqué que sa candidature violait le code des valeurs démocratiques fondamentales.

La Croatie devrait signer avec les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union européenne le 9 décembre prochain à Bruxelles un traité d'adhésion. Le pays deviendrait le 1er juillet 2013 la 2e République issue de l'ex-Yougoslavie à rejoindre l'Union européenne. « *L'adhésion à l'OTAN et la fin des négociations avec l'Union européenne confirment que la Croatie respecte désormais la majorité des normes internationales. Le gouvernement sortant a fortement contribué à ce résultat* » a déclaré le président de la République Ivo Josipovic qui se rendra avec la Premier ministre sortante Jadranska Kosor à Bruxelles le 9 décembre.

Les Croates seront appelés à se prononcer par référendum sur l'adhésion de leur pays à l'Union européenne en janvier 2012.

Jadranska Kosor s'appuie sur cet événement pour mobiliser ses compatriotes. « *La question de savoir qui*

dirigera le pays au moment de l'adhésion est primordiale. Le HDZ est membre du Parti populaire européen (PPE), qui est le plus important groupe politique au Parlement européen, ce qui nous a permis de recevoir 3,5 milliards € de l'Union européenne » a-t-elle déclaré.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, l'Alliance pour le changement devrait remporter les élections législatives et le HDZ recueillir son résultat le plus faible. Le Parti populaire-Libéraux démocrates, l'Alliance démo-

cratique de Slavonie et Baranja, le Parti paysan Parti du droit (HSP) et la Liste indépendante Ljubo Jurcic devraient également avoir des élus au Sabor.

A une semaine du scrutin, la victoire des forces de l'opposition semble quasi acquise. La question principale concerne plutôt l'avenir du parti actuellement au pouvoir. Le HDZ va-t-il parvenir à sauvegarder un groupe parlementaire capable de représenter une réelle opposition à la gauche dans le prochain Sabor ?

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.